

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« NEUJ PRO 2015 – 14^e Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

TABLE RONDE 2

Vers de nouvelles formes d'engagement et de mobilisation

Intervenants :

Laurent LARDEUX, chargé d'études et de recherche à l'INJEP

Nizar YAICHE, chargé du dialogue structuré au CNAJEP

Farid NAFSI, co-président du think-tank L'avenir jeune

Lucie REBAÏ, membre de L'avenir jeune

Animateur :

Frédéric PAIRAULT, délégué général de l'ANACEJ

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Merci de nous rejoindre pour cette table ronde qui va tenter de traiter des nouvelles formes de l'engagement des jeunes. Je suis délégué général de l'ANACEJ, l'association nationale des conseils d'enfants et de jeunes qui fédère un peu plus de 400 collectivités, villes, départements, régions, communautés de communes, communautés d'agglomération, pays, depuis 25 ans. Nous travaillons à la promotion et au développement de la participation des jeunes à la prise de décisions publiques avec ces collectivités et 9 mouvements de jeunesse et d'éducation populaire dont les plus connus sont les CEMEA, La Ligue de l'Enseignement, les Francas. On a quatre intervenants qui vont se présenter et feront chacun une intervention de 15 minutes sur la thématique de cette table ronde. Ensuite, nous échangerons avec la salle.

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP : Je suis Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP, l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. Je travaille dans le cadre de la mission d'observation et d'évaluation de l'INJEP.

Nizar Yaiche, chargé du dialogue structuré au CNAJEP : Bonjour à tous. Je m'appelle Nizar Yaiche. Je travaille au CNAJEP qui est une coordination de 74 organisations nationales de jeunesse et d'éducation populaire. Ça va des auberges de jeunesse à l'ANACEJ en passant par les Scouts, La Ligue. Je travaille sur l'action du dialogue structuré qui est le processus de participation de l'Union européenne.

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : Bonjour à tous. Je suis Farid Nafsi. Je suis co-président du think-tank L'avenir jeune qui a été créé en 2009. Notre singularité est que ce think-tank promeut non seulement l'engagement de la jeunesse, mais est trans-partisan. Il a pour ambition de traiter de l'ensemble des sujets qui ne sont pas généralement l'apanage de la jeunesse.

Lucie Rebaï, membre de L'avenir jeune : Bonjour. Je suis Lucie. Je suis aussi membre de L'avenir jeune. Et je pourrai compléter les propos de Farid.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : On va commencer par l'intervention de Laurent qui va nous poser le cadre de la réflexion sur l'engagement des jeunes. Il a intitulé ça « Stabilité et évolution ou révolution ».

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP : Je vais revenir sur les évolutions de l'engagement. Il faut revenir sur le terme même d'engagement. Il est paradoxalement utilisé pour parler de son contraire, du désengagement, de ce qui aurait disparu, un âge d'or idéologique et contestataire des années 60/70 qui aurait été bousculé par les nouvelles générations. Cette jeunesse, régulièrement dépeinte comme désengagée depuis plusieurs décennies dans les discours des politiques comme dans certains écrits médiatiques, est à nouveau au cœur de l'actualité depuis les attentats de janvier 2015 avec la supposée perte des « valeurs républicaines », j'utilise des guillemets, de « ceux qui ne sont pas Charlie », avec encore de multiples guillemets, en plus d'un contexte électoral morose marqué par des taux d'abstention plus importants que dans le reste de la population. Ces éléments suffisent parfois à jeter l'anathème sur l'ensemble des jeunes générations. Devant le foisonnement sémantique de la notion d'engagement, je propose de revenir dans un premier temps sur les différentes évolutions scientifiques de ce champ d'étude. En effet l'engagement, notamment celui des jeunes, est un véritable champ d'étude. Il est intéressant de voir aussi sa diffusion dans l'espace public pour voir comment on passe d'un discours scientifique à sa diffusion dans le domaine public. Je vais revenir sur l'opposition qu'on fait entre le vieux militantisme ouvrier avec une dimension idéologique, partisane de l'engagement et les nouveaux engagés avec une dimension plus pragmatique, hors partis. Puis, j'apporterai des éléments de cadrage et une lecture interstitielle des engagements contemporains des jeunes.

Je vais revenir sur les évolutions socio-historiques de l'engagement des jeunes pour essayer de comprendre l'opposition entre la dimension idéologique et la dimension pragmatique de l'engagement, l'opposition entre la dimension partisane et la dimension hors partis. On va voir pourquoi les événements de mai 68 sont fondateurs, sont un moment charnière de ces formes d'engagement. Mai 68 a joué un rôle essentiel dans les changements de paradigme et dans le passage sans nuance de l'idéologique au pragmatique en scindant l'engagement des jeunes en trois temps. Il y a celui de l'avant 68 marqué par le militantisme partisan essentiellement étudiant centré davantage sur les questions sociétales, idéologiques, culturelles à travers notamment l'action syndicale, plus particulièrement l'UNEF. Il y a celui d'un pendant 68 avec l'apparition d'une révolte de la jeunesse dans un contexte marqué par un processus de fragilisation des modèles culturels, une dévaluation des traditions et une crise de légitimité des institutions. Je ne développe pas plus parce qu'il y a une littérature foisonnante sur la question. Il y a celui d'un après qui va se prolonger dans un contexte marqué par une irrésistible ascension du chômage où l'engagement est moins une lutte pour conquérir de nouvelles libertés qu'une manière de dénoncer les impacts de la crise économique sur les nouvelles générations. Les jeunes de la crise vont remplacer progressivement la crise de la jeunesse. La jeunesse, qui était perçue, dans les années 60/70 comme une catégorie contestataire des valeurs morales, va progressivement être envisagée depuis la fin des années 70, à partir de sa position sur le marché de l'emploi, dans une dimension qui va privilégier davantage les valeurs individualistes que collectives, davantage les engagements pour des causes concrètes que dans le cadre de théories plus abstraites. Une scission va se creuser entre la dimension idéologique ou partisane de l'engagement et les défenseurs de la dimension pragmatique plus d'ordre associatif. Cette opposition a aussi été accentuée par l'évolution des questionnements scientifiques aux Etats-Unis. Il est intéressant de voir comment ils ont émergé, comment ils sont apparus notamment dans le champ de la théorie des nouveaux mouvements sociaux très en vogue à ce moment-là qui va exclure du champ d'étude, des terrains de recherche, ce qui se rapporte au mouvement ouvrier, à sa dimension partisane, syndicale pour privilégier toute autre forme d'action qui apparaissait à cette époque. Dans les années 70, la diffusion en France de ce courant dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux a largement contribué à scinder ces différentes formes d'engagement, à cliver les regards. Ça a eu un impact en France dans la sociologie des mouvements sociaux et notamment dans les travaux de Jacques Ion. C'est un sociologue qui a travaillé sur les oppositions entre le militantisme total du passé marqué par une implication intense et un attachement identitaire fort à l'organisation syndicale et partisane et un militantisme distancié du temps présent qui se caractérise par un engagement volatile, à la carte, qui varie selon la cause à défendre. Jacques Ion emploie l'image du post-it. Le timbre de la carte de militant total qui suppose un attachement fort au groupe est progressivement remplacé par le post-it, c'est-à-dire l'adhésion facilement détachable qui n'implique pas un lien durable et solide avec la cause à défendre. On peut passer d'une cause à une autre. Cette mutation en profondeur dans le militantisme contemporain qui offre une clef de lecture stimulante des transformations à l'œuvre mérite d'être nuancée et mise en perspective avec d'autres travaux menés aujourd'hui sur la question. Axelle Brodier, sociologue, travaille sur le Secours populaire et notamment sur les militants qui voyaient des formes d'engagement volatile

déjà dans les années 50. Comme le post-it pouvait déjà exister dans les années 50, le militantisme total peut aussi se rencontrer dans certains engagements contemporains comme le révèlent les travaux du sociologue Lilian Mathieu sur les mouvements des intermittents du spectacle ou encore dans les zones à défendre, les ZAD, avec des militants qui peuvent investir des terrains pendant plusieurs années pour bloquer des projets de construction. Il faut être nuancé sur le passage du timbre au post-it, du total au distancié, de l'idéologique au pragmatique. Le regard nostalgique sur les années 60/70 porté par certains chercheurs de cette génération contribue non seulement à alimenter la croyance de la disparition de ces engagements partisans et idéologiques, mais aussi à délégitimer ces derniers. Cette lecture peut présenter le risque de cliver certaines populations entre un militantisme total supposé spécifique aux classes populaires et inscrit dans l'ancienne nébuleuse communiste et un militantisme distancié réservé aux classes moyennes cultivées. Cette opposition contribue à renvoyer du côté du révolu ce qui relève véritablement des luttes sociales contemporaines, des luttes du monde du travail qui pourtant semblent faire un retour en force avec la précarisation accrue de la société française depuis les années 90.

J'en viens à quelques éléments de cadrage des formes d'engagement contemporain des jeunes. On parle souvent de défiance des jeunes à l'égard des politiques qui se matérialise de façon récurrente à chaque élection par un niveau d'abstention très important. En 2014, les 18/24 ans se sont abstenus aux élections municipales dans une proportion nettement plus importante que les autres tranches d'âge. Le différentiel est de plus de 30 points avec la classe d'âge des plus de 65 ans qui est la plus participationniste. Pour les départementales, le différentiel est encore plus important. Il atteint 40% avec les plus de 65 ans. La participation des jeunes aux municipales et aux européennes a malgré tout augmenté. On n'en a pas beaucoup parlé. Je renvoie aux travaux de l'ANACEJ sur les élections de l'année dernière. Au-delà de ces chiffres bruts, certaines études invitent à relativiser l'abstention. Une étude a été réalisée en 2012, année intéressante parce qu'il y avait deux élections, la présidentielle et les législatives. On a étudié les catégories d'âge qui avaient voté aux deux élections, les abstentionnistes systématiques qui ne sont pas du tout allés voter et ceux qui avaient voté à l'une des deux élections, c'est-à-dire les participants intermittents. On constate que le comportement dominant des jeunes n'est pas l'abstention systématique comme on l'entend parfois, mais la participation intermittente avec le vote considéré comme un libre choix et moins comme un devoir comme le rappelle la politologue Anne Muxel et comme ça pouvait être le cas jusque dans les années 70. Le vote est un droit exercé au gré des envies et surtout des enjeux mobilisateurs du moment. Malgré cette lecture nuancée, des thèmes sont régulièrement repris surtout en période d'élection. On parle de dépolitisation. On parle de crise de confiance dans les institutions politiques.

Cela nous amène à une autre question. Ce désintérêt pour la politique est-il réel ? Et si désintérêt il y a, est-il plus fort aujourd'hui qu'hier ? Une enquête a été réalisée par l'association des chercheurs sur les valeurs avec le soutien de l'INJEP. C'est une vaste enquête qui est réalisée depuis 1981. Tous les 9 ans, la même batterie de questions est posée en France et dans une cinquantaine de pays européens. Cela permet des comparaisons dans le temps et dans l'espace sur l'importance de la politique dans la vie et l'intérêt pour la politique, entre 90 et 99. L'importance et l'intérêt accordés à la politique n'évoluent pas et restent faibles chez les 18/29 ans et inférieurs à la catégorie des 30 ans et plus. En 2008, on voit que les choses changent. Cet intérêt pour la politique a fortement augmenté en 2008, même s'il reste à un niveau assez modeste. Le pourcentage des jeunes les plus politisés, ceux qui considèrent la politique comme très importante dans la vie et ceux qui se déclarent très intéressés par la politique, a doublé entre les deux dernières enquêtes. Sur ces deux indicateurs de l'importance et de l'intérêt pour la politique, les jeunes ne se différencient pas des autres catégories d'âge, des plus de 30 ans notamment, voire les dépassent. Les moins de 30 ans sont quasiment aussi nombreux que les 30 ans et plus à se déclarer intéressés par la politique. Ils sont aussi nettement plus nombreux à estimer que la politique est un domaine important de la vie. Très important et assez important, 50% de jeunes se situent dans ces variables-là contre 43% des plus de 30 ans. Les discours sur la dépolitisation des jeunes ne sont pas aussi évidents que ça.

Sur les formes d'action protestataire, ce tableau montre que, selon l'enquête valeurs de 2008, près de 2 jeunes sur 3 ont déjà signé une pétition. Près d'un sur deux a également participé à une manifestation. C'est supérieur là aussi aux personnes de 30 ans et plus. La manifestation est un phénomène générationnel. On la retrouve tous les dix ans dans cette enquête. L'attachement à la manifestation s'affirme d'autant plus que l'on est jeune. Ces formes d'action sont toutes en forte augmentation depuis 90. Plutôt que des modes de participation politique institutionnels, les jeunes tendent à accorder davantage d'importance à des formes d'action plus concrètes, plus immédiates pour des causes plus clairement identifiables. Cela nous amène aux formes d'adhésion associative. 37% des jeunes sont

membres d'au moins une association en proportion identique à celle des adultes. Ce chiffre est légèrement inférieur aux autres pays d'Europe de l'Ouest. Les taux record d'appartenance à des associations est détenu par les pays du nord de l'Europe avec 77% et les Pays-Bas avec 91%. La France se situe dans la moyenne européenne. Ces chiffres démontrent que le niveau d'abstention est très souvent utilisé à tort comme un indicateur du niveau d'intérêt des jeunes pour la politique. C'est comme si le niveau de participation à une élection était corrélatif du niveau d'intérêt pour la politique. L'abstention a un caractère incantatoire et désinformatif, incantatoire en ce que la simple énonciation de ce terme suffit à produire une série de représentations sur un supposé désengagement des jeunes et désinformatif dans la mesure où ces représentations sont en grande partie erronées. Il est important de ne pas survaloriser l'engagement des jeunes, car des clivages importants persistent.

Je terminerai sur ce point. Ces clivages sont liés au niveau de diplôme. Ils montrent qu'il existe une forte corrélation entre la formation initiale et la propension de certains jeunes à participer à des activités associatives ou bénévoles. L'engagement associatif augmente en même temps que le niveau d'études. D'après l'enquête valeurs, depuis presque 20 ans, les Français ayant suivi des études longues participent deux fois plus à la vie associative que ceux ayant interrompu leur scolarité plus tôt. Seul un quart des personnes de faible niveau scolaire adhère à une association. Ces distinctions liées au niveau d'études sont très marquées dans les actions de protestation qui sont davantage pratiquées par les jeunes diplômés ou appartenant à des groupes sociaux favorisés que par les jeunes les plus désavantagés d'un point de vue socioéconomique. Les fractures sociales et particulièrement celles induites par le niveau de diplôme provoquent aussi des fractures de participation, d'engagement, mais aussi de représentation et un retrait plus marqué de la vie associative des catégories sociales les plus désavantagées de la population. Je vous remercie.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Merci beaucoup. Tu as abordé la nostalgie de ceux qui parlent de l'engagement des jeunes qui étaient leaders en 68 et qui pour beaucoup encore ont une vision de l'engagement qui était le leur. C'est un élément intéressant à avoir en tête. Et pour le vote, il s'agit de bien différencier le rejet du personnel politique du rejet de la politique. L'ANACEJ, dans son étude de l'année dernière, montre qu'on peut rejeter le personnel politique et mettre beaucoup de valeur dans la politique et dans la chose publique. Ce n'est malheureusement pas assez dit. Nizar va nous parler d'un outil européen qui est le dialogue structuré. On voulait une intervention qui nous présente un dispositif qui permet à des jeunes, à des décideurs, à des élus de co-construire un outil d'une forme d'engagement. Le dialogue structuré essaye de donner les moyens de cette co-construction de politique publique entre les jeunes et les décideurs publics au niveau européen et national. Le CNAJEP porte le dialogue structuré au niveau national.

Nizar Yaiche, chargé du dialogue structuré au CNAJEP : La principale difficulté dans mon travail quotidien est d'expliquer ce que je fais. Je n'ai pas compris pourquoi on nous avait invités ici. En effet, l'axe de réflexion qui nous a été demandé était, hormis les conseils, les formations politiques, que les jeunes peuvent avoir une approche différente et moins organisée de l'engagement. On arrive au dialogue structuré. On pilote un groupe national de travail avec des organisations de jeunesse, des institutions, des collectivités territoriales. Ce n'est pas moins organisé, mais organisé différemment. Cet exemple européen se vit aussi au niveau national et au niveau régional et même par endroit au niveau local. Au moment où émergeaient le parlement des jeunes, le Forum européen de la jeunesse, où des commissions de jeunesse allaient voir des commissaires européens, des eurodéputés, on s'est dit qu'il fallait organiser ça. En effet, ça part dans tous les sens et on ne va pas être capable d'en faire quelque chose. Différents pays, différentes cultures de la participation, différentes organisations travaillent avec nous. Nous-mêmes, on a plusieurs institutions. Il va falloir organiser ça. À l'origine, ce processus répondait à un besoin politique. Ce processus n'est pas élaboré par des pédagogues. Très rapidement, les jeunes y sont entrés et l'ont construit sur la base de ce besoin avec des décideurs. Ce processus s'est créé sur un besoin de clarifier et de simplifier la participation des jeunes au niveau européen. En 2005, ils se sont dit qu'il fallait structurer l'action. En 2006, le conseil de l'Union européenne s'est dit qu'il y avait besoin de structurer le dialogue. En 2007, la commission européenne se dit qu'elle va faire quelque chose à ce sujet. En 2009, arrive le cadre de coopération renouvelé pour la coopération européenne dans le domaine de la jeunesse qui affirme trois choses. Il faut garder une diversité des approches. On ne peut pas avoir un seul modèle dans un ensemble avec autant de différentes cultures de la participation que l'Union européenne. Il faut une institutionnalisation de la pratique. Il ne faut pas que ce soit au gré des alliances politiques du jour. Il faut l'institutionnaliser, c'est-à-dire qu'on ne puisse plus y toucher, qu'on puisse l'intégrer aux processus formels de prises de décisions. Et on va définir des

critères de notre approche idéologique de la participation. Il y a cinq critères qui disent à partir de quand le processus va être efficace. Ce processus doit être co-piloté à tous les niveaux.

Au niveau européen, c'est les Etats qui assurent la présidence. Chaque Etat qui assure la présidence vient en comité de pilotage avec un représentant ministériel et avec un jeune. Le Forum européen de la jeunesse préside le comité de pilotage. Dans n'importe quel état de l'Union européenne, il y a un groupe de travail. En France, il est présidé par le CNAJEP qui est le représentant du Forum européen de la jeunesse. Le ministère de la jeunesse et des sports, l'agence Erasmus + sont présents. On a décidé d'ouvrir à des organisations, des ministères, des institutions. Ensuite, il faut qu'il y ait un sujet. Si on parle de tout, on ne parlera de rien. Il sera dur d'arriver à un résultat tangible. Quel est l'attendu politique ? On ne va pas décider à l'avance de ce qui va être décidé. On commence le travail sur le dialogue structuré 18 mois à l'avance. Il y aura des conclusions du conseil de l'Union européenne sur ce sujet. On sait ce qu'on veut produire. Cela nous amène à la façon de le produire et à nos modalités de dialogue. On aura un calendrier. Les cinq éléments, c'est : qui parle, de quoi, pourquoi, comment et quand ? Le calendrier, les modalités de dialogue, l'attendu politique, le sujet et le co-pilotage, c'est ce qu'on essaie d'avoir à chaque niveau. Il faut que ce soit clair dès le départ. Il faudrait pouvoir dire à chaque jeune que sa contribution sera utilisée de telle manière pour produire ça. Ce cadre renouvelé en 2009 précise des généralités. Il dit qu'il y aura des cycles de travail de 18 mois. Ça correspond à trois présidences de l'Union européenne. On termine un cycle en décembre 2015. Et on sait qu'on recommence un autre en janvier 2016 et on sait qu'il va être sur une thématique. Chaque Etat qui assure la présidence de l'Union européenne doit prendre en compte ce processus. Il doit organiser une conférence européenne de la jeunesse qui fait partie des étapes du processus. Elle n'a pas les mêmes fonctions selon qu'elle est la première, la deuxième ou la troisième d'un cycle. Mais l'Etat qui assure la présidence de l'Union européenne doit aussi faire le lien entre le conseil des ministres des Etats membres en charge de la jeunesse et ce qui se fait dans ces conférences de la jeunesse. C'est une des fonctions d'un Etat qui assure la présidence de l'Union européenne. Il est dit dans le texte adopté au niveau européen que ça fait partie de leur travail. L'Etat qui assure la présidence de l'Union européenne définit les acteurs qui vont participer, quelles institutions européennes. Il définit les types d'approche pour toucher la jeunesse. Il y a une volonté d'inclusion, d'où la diversité des actions, des acteurs. Il définit aussi qu'il est important de se baser sur des faits, sur des données concrètes, donc le lien avec les chercheurs.

A quoi ressemble un cycle ? On est dans le 4^e cycle. On définit un thème. Actuellement, c'est la participation politique des jeunes. Le prochain sera le vivre ensemble et l'éducation au vivre ensemble. Chaque Etat réfléchit. Chaque Etat envoie des représentants à une conférence européenne de la jeunesse. Pour chaque Etat, c'est trois jeunes et deux représentants des ministères.

La première conférence de ce cycle a eu lieu à Rome en octobre 2014 sous présidence italienne. Elle a défini des lignes directrices pour une consultation européenne. Après, on met en œuvre cette consultation au niveau national. Chaque Etat décide de la manière dont il la met en place. En France, on a eu deux phases. Une phase de consultation large de jeunes a rassemblé 1 400 contributions dont 861 contributions écrites sous forme de pavé. Ce sont des gens qui ne se sont pas contentés de cliquer oui ou non, peut-être. Ils ont vraiment rédigé des choses. Sur cette base, on a fait un rapport de consultation qui a été donné à différentes institutions, différents chercheurs, différentes organisations de jeunesse, différents syndicats, différents partis politiques pour qu'ils nous donnent leur interprétation de ces résultats et leurs propositions. Sur cette base-là, on a établi un ensemble de 14 propositions qu'on a portées dans une deuxième conférence de la jeunesse composée aussi de trois jeunes, de deux représentants de l'Etat et les institutions européennes qui a eu lieu à Riga au mois de mars dernier. Cette conférence a étudié ce que chaque Etat rapportait de sa consultation. Certains Etats avaient joué la carte qualité, d'autres la carte quantité, d'autres les deux. Certains Etats avaient fait des rencontres physiques, d'autres seulement une consultation en ligne. En sont ressorties 14 propositions qu'on appelle des recommandations conjointes, conjointes parce qu'elles sont travaillées entre Etats et jeunesse. Ces recommandations ont été remises en débat en France avec des jeunes, avec le ministre de la jeunesse. Ces recommandations ont été remises en débat au conseil des ministres de la jeunesse de l'Union européenne pour alimenter une troisième conférence qui a eu lieu il y a deux semaines. Elle a permis de finaliser ces recommandations conjointes. Sur cette base, la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne a sorti un texte qui est le résultat de ce cycle-là. Il pose un cadre politique sur l'engagement des jeunes au niveau européen parce que c'est la thématique qu'on travaille actuellement. La fois prochaine, ce sera le vivre ensemble et l'éducation au vivre ensemble.

On va bientôt entamer le 5^{ème} cycle. L'un a porté sur l'emploi des jeunes, un sur leur participation à la vie citoyenne, un sur l'inclusion sociale, un sur la participation politique. A chaque fois, la thématique

est définie entre jeunes et décideurs. En France, c'est un GNT, un groupe national de travail qui gère ça. Ce processus est intéressant pour les critères et parce qu'on sait quel résultat politique il produit. Mais il est aussi intéressant pour autre chose. Quand on part en conférence européenne, Monsieur Dujol, délégué interministériel de la jeunesse qui viendra demain, est présent et on peut parler avec lui. On peut parler avec lui dans une autre relation qu'une confrontation. Le gouvernement propose quelque chose et les organisations de jeunesse disent que c'est nul ou l'inverse. Ça nous permet de nous décentrer et de travailler ensemble sur un sujet, de mettre quelque chose à l'agenda, de mettre quelque chose à l'ordre du jour de nos discussions et de revenir en France avec des idées, avec des choses qu'on a travaillées conjointement. C'est un levier important dans notre groupe national de travail. En effet, les ministres en charge de l'éducation et le ministre en charge de la jeunesse vont être interpellés dans ce cadre-là. On a invité le ministère de l'Education nationale. Je ne sais pas si vous vous rendez compte, mais le ministère de l'Education nationale et le ministère de la jeunesse et des sports dans la même table, ça n'arrive jamais. Le ministère de la culture va peut-être même venir nous rejoindre. Et en plus, il y a des organisations de jeunesse. Et en plus, il y a des jeunes. Tout ce qui est fait au niveau européen pour la jeunesse n'a pas de valeur légale. Ça n'a que la valeur qu'on lui accorde. Comme on ne peut pas obliger les gens à le faire puisque les traités européens l'interdisent dans le domaine de la jeunesse, on doit faire des choses tellement bien et tellement bien travaillées ensemble qu'on a envie de les faire. On y arrive à peu près. La mise en œuvre de ce cadre politique dans notre groupe national de travail n'est pas uniquement de la fonction du gouvernement. C'est une responsabilité partagée entre la société civile et les Etats membres. Lors de notre dernière rencontre, il y a trois semaines, des organisations ont expliqué ce qu'elles voulaient faire et le ministère a dit que ça l'intéressait et qu'il allait travailler avec elles. Ça nous apporte une coopération, pas un rapport de force, mais un travail en commun. Je ne sais pas si c'est une autre forme d'engagement. Je ne sais pas si c'est une restructuration. Je n'aime pas le terme restructuré. On l'a renommé en France en Provox. On le trouve intéressant parce que ça permet de la coopération, du dialogue. Et ça permet d'aboutir à des résultats qui sont parfois plus intéressants que si on était dans un rapport de force. Je vous remercie. On se déplace en France, on fait des séminaires.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Merci Nizar. Des questions vont sans doute être posées sur la place des jeunes dans le dialogue structuré. Même si tu l'as très bien présenté, on sent que c'est un truc européen. Lucie ?

Lucie Rebaï, membre de L'avenir jeune : Farid qui est notre co-président vous expliquera ce qu'est L'avenir jeune. Avant, je voudrais revenir sur le constat qu'on établit sur l'engagement de jeunesse. On a entendu des analyses très intéressantes qui prenaient beaucoup de recul. J'aimerais vous montrer notre constat de jeunes engagés en interne. On prétend qu'il y a moins d'engagement de la jeunesse qu'auparavant. C'est ce que nous dit la classe politique et médiatique. Avant d'entamer mon propos sur les constats qu'on peut légitimement établir, j'aimerais attirer votre attention sur la difficulté de mesurer et de quantifier l'engagement de jeunesse. Cette difficulté du constat tient majoritairement au fait que les formations traditionnelles d'engagement sont délaissées. J'entends par là les partis politiques et les syndicats. La participation de la jeunesse y est totalement en déclin. Les jeunes les désertent parce qu'ils les jugent trop clémentes ou manichéennes. Elles sont dépassées et inadéquates dans leur façon d'envisager l'engagement. Elles ne rassemblent plus et elles fédèrent très difficilement. On a une vraie déception de la jeunesse envers la formation politique, un dégoût des jeux de partis qui conduit à une réticence totale face à la sphère politique et, plus globalement, à une perte de confiance dans les institutions. Une étude a été faite par le ministère de la jeunesse en 2014. Elle dit que seulement 15% des 18/29 ans en 2012 faisaient confiance à nos institutions. Cela signifie que 85% des jeunes ne leur font pas confiance. Cette déception est liée au fait que les formations traditionnelles ne correspondent plus à nos attentes. En effet, elles ne nous donnent la parole que sur les thèmes de jeunesse comme le sport, l'Education nationale, l'apprentissage. Et elles nous excluent totalement des débats sur des sujets qui vont nous concerner de manière imminente comme le marché du travail, la défense. Lorsqu'on nous octroie ce droit de parole, c'est trop souvent pour nous entendre sans vraiment nous écouter. Ça crée une certaine frustration chez les jeunes. Cela ne signifie pas que les jeunes ne s'engagent plus, et au contraire, mais ils le font différemment. L'étude dont je vous ai parlé montre que 46% des moins de 30 ans se disent prêts à s'investir pour une cause. Et 60% des 18/25 ans citent l'engagement comme une source d'épanouissement. On est bien loin du bilan négatif et des conclusions hâtives portées sur le prétendu individualisme par les médias et les représentants politiques. Les formes d'engagement sont nouvelles. Les jeunes vont avoir tendance à se réunir autour d'une même cause plutôt que dans une

formation qui traite plus globalement de tous thèmes de société comme pourrait le faire un parti politique. On va trouver des organisations de jeunesse qui se rassemblent autour d'un seul et même thème. C'est le cas, par exemple, de l'association Coexister. C'est un mouvement interreligieux qui promeut le vivre ensemble à travers la diversité des confessions religieuses. De même, on l'a constaté avec l'accueil des migrants ces derniers mois pour lequel les jeunes se sont beaucoup mobilisés. Ils ont créé des Airbnb destinés à accueillir des familles. Ils ont organisé des collectes de nourriture, de vêtements. L'autre forme qui est de plus en plus recherchée est celle de la structure a-partisane, donc trans-partisane, qui ne recherche plus vraiment la confrontation politique, mais au contraire le consensus. C'est le cas de L'avenir jeune. Je laisse la parole à Farid.

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : Merci Lucie. Notre constat qui a amené à la création de L'avenir jeune en 2009 était que l'espace politique n'offrait pas de plate-forme de dialogue à la jeunesse qui lui permette de mener des réflexions sur l'ensemble des sujets de la société. On est parti du constat assez préoccupant qu'il y avait un écart abyssal entre l'offre d'engagement et la demande. On était un groupe de jeunes avec des sensibilités politiques extrêmement différentes ou de milieux associatifs différents. Le problème était qu'on était toujours cantonné à un même et unique sujet. Comment faire pour nous réunir, travailler ensemble et mener des réflexions sur des sujets comme l'agriculture, la défense, la position de la France dans le monde, la francophonie ? Ce sont des sujets où on n'est pas écouté, pas entendu ou sur lesquels on ne nous demande pas vraiment notre avis. A partir de ce constat, en 2009, on a décidé de créer le think-tank L'avenir jeune. Ce think-tank avait pour but de réunir des jeunes de toutes sensibilités politiques. Nous allons du Front de gauche jusqu'à Debout la République. Il s'agissait de faire émerger des propositions concrètes avec, chevillée au corps, cette envie d'être trans-partisan et surtout indépendant. Les associations politiques sont souvent reliées à un parti politique ou à une sensibilité politique bien particulière. On a décidé de promouvoir cet engagement en mettant en place une nouvelle offre de plate-forme de dialogue pour les jeunes pour créer du lien avec les pouvoirs publics, avec les institutions, la classe politique dans sa globalité, les associations et l'ensemble des citoyens. Notre fonctionnement est multiple. On organise des tables rondes comme aujourd'hui avec des thématiques singulières ou en réagissant à des sujets d'actualité. Par exemple, nous avons mené un projet lors du débat sur la prostitution. On a invité des députés en charge de la rédaction de la loi, des associations comme les Femen. Avec le travail fait depuis 2009, on s'est demandé comment fédérer l'ensemble des associations de jeunesse. On a mis en place un projet qui se concrétise aujourd'hui. Il s'agit des états généraux de la jeunesse. C'est l'envie de mobiliser l'ensemble des énergies dans un esprit d'expérimentation anticipatrice au travers d'une vision transformatrice de la politique. On voulait démontrer qu'aujourd'hui la jeunesse est en capacité de traiter l'ensemble des sujets et de faire des propositions concrètes. Cet événement qui aura lieu les 6, 7 et 8 mai rassemblera 55 000 jeunes au Bourget. On abordera 14 thématiques que je vais vous énumérer. Vous pourrez constater que ces 14 thématiques traitent de l'ensemble des sujets de société :

Les affaires étrangères et le développement international

Ecologie, développement durable et énergies

Education, enseignement supérieur et recherche

Justice

Finances et comptes publics

Défense

Affaires sociales, santé et droit des femmes

Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social

Intérieur

Agriculture, économie, industrie et numérique

Logement

Égalité des territoires et ruralité

Culture et communication

Ville, jeunesse et sport.

Il y aura 42 tables rondes. Le but est d'écrire un manifeste pour proposer, lors de la prochaine élection présidentielle, un projet commun. Cet événement est co-organisé avec un ensemble de partenaires comme la FIDL, l'UNEF, l'UNL, les Jeunes européens, avec des partenaires institutionnels comme l'Assemblée nationale, (...), la SNCF, la commission européenne, le conseil économique et social et aussi avec des partenaires politiques. Ça peut paraître incongru, mais nous avons réussi à faire travailler ensemble les jeunes des partis politiques comme l'UDI, le MJS, le Mouvement des démocrates, les Jeunes Républicains, etc.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Merci. Il nous reste une demi-heure pour revenir sur les interventions, poser des questions.

François De Backer, directeur jeunesse de la ville de Lille : Je suis un peu surpris par les propos que j'ai entendus. J'étais membre du conseil national de la jeunesse et membre du Forum européen de la jeunesse quand j'étais jeune. Je vois bien de quoi vous parlez. Je voudrais réagir à une des premières choses qui a été dite sur l'investissement des jeunes et sur leur engagement avec une corrélation entre le niveau d'études et le type d'engagement. Aujourd'hui, je n'entends que des gens qui parlent pour la jeunesse, qui parlent d'engagement de haut niveau dans la politique, les think-tanks, de groupes de travail. Vous aurez 14 groupes de travail dans votre colloque. C'est ni plus ni moins que la composition du gouvernement. Ce sont les ministères.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : C'est peut-être leur volonté.

François De Backer, directeur jeunesse de la ville de Lille : J'imagine. Mais là, on ne parle pas d'engagement des jeunes au quotidien, de l'engagement des jeunes, des vrais jeunes, des jeunes des quartiers populaires, des jeunes qui n'ont pas forcément fait de grandes études, qui ne sont pas forcément encartés, des jeunes qui n'ont pas forcément de sensibilité politique. Vous disiez que les jeunes auxquels vous faites référence ont une identité politique de l'UDI au Front de gauche et à Debout la République. Ils ont déjà une certaine conscience et une certaine culture politique et peut-être une certaine aspiration à la politique. Sur le terrain, on constate tous les jours que les formes d'engagement qui fonctionnent sont des engagements courts, rapides, qui permettent de travailler avec le numérique et les réseaux sociaux. Là, ça marche bien. Par contre, toutes les formes d'institutionnalisation, d'instrumentalisation de l'engagement et de la participation tel que je l'entends aujourd'hui, sans jugement dans mes propos, ne marchent plus. En tous cas, pour les jeunes des quartiers populaires, ça ne marche pas du tout. En effet, ça oblige à adhérer, à entrer dans un cadre, à quelque chose qui, de près ou de loin, ressemble à un parti politique. C'est un peu ce que j'entends aujourd'hui. Environ 90% des jeunes, ils sont nombreux, ont envie de s'investir. Vous parliez des migrants. Il y a deux semaines, on a accueilli des migrants à Lille. Les jeunes ont répondu. On ne sait même plus quoi faire des demandes d'engagement de jeunes. Je confirme qu'énormément de jeunes veulent s'engager, mais s'engager différemment, s'engager pour être utiles, s'engager pour être utiles aux autres dans le sens de l'intérêt général et moins dans l'intérêt particulier ou dans des intérêts corporatistes.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : C'est ce que j'ai entendu dans la première intervention qui posait un cadre général. C'était bien pointé avec l'exemple de la carte avec les timbres et de l'engagement post-it qui renvoie à quelque chose de pragmatique. Laurent l'a bien expliqué. Par ailleurs, Lucie a dit qu'ils étaient dans un mode d'engagement particulier. Mais ils pointent que les modes d'engagements traditionnels sont remis en cause. J'entends aussi ce que vous dites sur ce qui se passe à Lille. On connaît bien Lille. Je suis d'accord avec votre analyse.

Gwen Le Gars, coordinateur enfance jeunesse, pays de Daoulas, Finistère : Bonjour à tous. Je voudrais rappeler qu'il existe beaucoup de juniors associations. En Bretagne, il y a plus de 150 juniors associations. Cette forme d'engagement devrait être mise en avant. Ce sont des ados qui s'investissent beaucoup localement, dans des durées peut-être plus courtes. Beaucoup de ces jeunes, via l'accompagnement local des juniors associations fait par des animateurs jeunesse, des coordinateurs jeunesse, s'engagent dans la vie de la cité, dans les associations culturelles, sportives ou au niveau politique. Je voulais rappeler ce travail de terrain que font les animateurs, animatrices jeunesse ou les structures jeunesse de quartier.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Une junior association importante existe au conseil départemental de l'Allier. Elle permet aux jeunes qui ont été investis dans le conseil départemental de l'Allier de continuer une autre forme d'engagement et d'investissement après leur participation au conseil.

Une participante : Merci pour les interventions. Je souhaiterais revenir sur ce que monsieur de Lille a dit. Je viens de Montpellier. Malgré la géographie qui nous sépare, des idées nous permettent de nous

rejoindre. Je voudrais donner une piste de réflexion sur la méfiance des jeunes. Je ne représente pas les jeunes. Je représente le conseil montpellierain de la jeunesse. La défiance envers les pouvoirs n'est pas quelque chose de mal. C'est la République, c'est la démocratie. Il ne faut pas combattre cette défiance. Dans la salle, parmi les gens présents au Neu'pro, je ne vois pas beaucoup de jeunes. Il serait important que plus de jeunes soient invités par l'institution parce qu'on parle de la jeunesse et des jeunes. Ils sont les principaux intéressés. La jeunesse, c'est l'avenir.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Depuis plusieurs années, on a cette question au Neu'pro. Je rappelle qu'il s'agit des rencontres nationales des professionnels et des élus du secteur jeunesse. Ce n'est pas une rencontre nationale de jeunes. Pour autant, des jeunes sont là aussi pour témoigner. Ce n'est pas parce qu'on parle de jeunes que ça ne doit être fait qu'avec des jeunes. Les professionnels peuvent aussi échanger une parole avec des élus. On peut aussi être jeune et professionnel. Tous les professionnels qui sont ici sont capables de faire un retour précis de ce qui remonte des jeunes de leur territoire. Ne tombons pas dans la démagogie en disant que, pour parler des jeunes, il faut n'avoir que des jeunes et que les adultes plus vieux n'ont rien à dire. C'est une rencontre de professionnels et d'élus. Ce n'est pas une rencontre de jeunes.

Thomas Rogé, chef de la mission jeunesse et citoyenneté, Mairie de Paris : Je voudrais faire une remarque à mon ancien collègue du conseil national de la jeunesse. On ne peut pas dire qu'on a trop d'espace de participation des jeunes. Et je trouverais dangereux d'opposer les jeunes entre eux comme de dire que les vrais jeunes seraient les jeunes des quartiers populaires qui ne feraient pas d'études, qui auraient des problèmes d'insertion et de dire que d'autres ne seraient pas des vrais jeunes parce qu'ils font des études supérieures ou parce qu'ils s'engagent de façon plus proche dans des partis politiques, dans le dialogue structuré qui est peut-être plus exigeant sur le plan formel de la participation. Vous avez prononcé les mots « vrais jeunes ». Quand on est professionnel de la jeunesse, ça pose un problème.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : On est très nombreux à être des anciens du conseil national de la jeunesse.

Gilles Reicher, directeur du service jeunesse au Conseil Régional de Lorraine : Je ne suis pas un ancien du conseil national de la jeunesse. J'espère que vous m'en excuserez. J'ai une question pour L'avenir jeune avant d'entamer une réflexion. Avec les états généraux de la jeunesse, faites-vous un lien avec le Forum français de la jeunesse développé par l'AFEV et d'autres organisations de jeunesse ? Et avez-vous régulièrement des liens avec le Forum français de la jeunesse ? En Lorraine, on travaille depuis longtemps sur l'engagement des jeunes avec les mêmes constats que ceux faits ce matin. On essaie aussi de travailler au renouvellement de la vie associative. On a, en effet, fait le constat que les jeunes s'engagent autrement. Et en même temps, la vie associative nous dit qu'elle a besoin de renouveler ses instances. On a essayé de matcher ces deux constats et de faire émerger des réflexions. On a mis en place des formations de bénévoles jeunes dirigeants en Lorraine, depuis deux ans, avec le mouvement associatif de Lorraine. Malheureusement, les jeunes sont très peu enclins à y participer bien que nos formations soient dynamiques avec des outils mis en place par l'éducation populaire, des méthodes actives. On a du mal à faire que les jeunes s'impliquent dans ces formations et intègrent les conseils d'administration malgré une réelle envie de s'intégrer à la vie associative. Est-ce que le CNAJEP et l'INJEP s'intéressent à ça et y réfléchissent ?

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Au sujet du renouvellement et des modes de gouvernance des associations, notamment de jeunesse et d'éducation populaire, il y aurait des choses à pointer sur la place des jeunes dans ces associations.

Lucie Rebaï, membre de L'avenir jeune : Je voudrais répondre brièvement au monsieur de Montpellier. Je ne partage pas son constat sur la nécessité de méfiance envers les institutions. Il ne faut pas confondre méfiance et remise en question et esprit critique. La méfiance envers nos institutions peut conduire à une fracture avec la jeunesse française.

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : Je voulais revenir aussi sur les vrais jeunes. J'ai pris l'exemple de partis politiques. J'ai dit que L'avenir jeune rassemblait des sensibilités politiques très différentes. J'ai peut-être été réducteur dans le sens où, chez nous, nous n'accueillons

pas que des gens qui ont des appétences politiques. On réunit aussi des jeunes de milieux associatifs divers qui s'intéressent à beaucoup de sujets. Le but de ce think-tank est de pouvoir mettre en place une plate-forme de dialogue pour permettre à chacun de s'exprimer. Tout à l'heure, on a dit que seuls 16% des 15/30 ans se disent être valorisés par rapport à leur engagement. L'avenir jeune est un think-tank qui veut promouvoir l'engagement de la jeunesse. On a mis en place cette structure pour dire que, comme on n'est pas écouté chacun de notre côté, on va se réunir, mener des réflexions sur l'ensemble des sujets de manière trans-partisane et indépendante pour que notre voix à tous pèse.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Pourquoi avoir choisi un mode de fonctionnement plutôt traditionnel pour des jeunes qui ne se reconnaissent pas dans les modes de fonctionnement traditionnels ? Tous les partis politiques ont créé leur think-tank, des groupes de réflexion très structurés avec des commissions dont les thématiques sont déjà arrêtées. Pourquoi avez-vous un fonctionnement aussi proche de ce qui se fait déjà ailleurs en vous présentant comme étant un autre mode de fonctionnement ?

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : On a un autre mode de fonctionnement parce que nous sommes trans-partisans et indépendants. Nous avons, chevillée au corps, la volonté de réunir des sensibilités de tous bords. Je pense que c'est une première en France. Je ne connais aucune association, aucun think-tank qui réunisse des sensibilités politiques aussi diverses que nous.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ (?) : Vous avez toutes les associations de collectivités locales par exemple.

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : Elles sont rattachées à des collectivités locales.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ (?) : Non. Ce sont des élus de droite, de gauche, qui travaillent ensemble sur des thématiques particulières, voire sur plusieurs thématiques.

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : Le think-tank est là pour faire des propositions concrètes et faire du lobbying auprès des politiques par exemple. C'est aussi l'une de nos façons de travailler.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : le Forum français de la jeunesse est structuré et construit par des associations de jeunes issues de tous les partis, de toutes les associations de jeunes, sauf les partis non républicains.

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : Nous avons une singularité par rapport au Forum français de la jeunesse. Il réunit des associations qui traitent de plusieurs thématiques. Mais des thématiques sont oubliées. Je n'ai pas connaissance que dans le Forum français de la jeunesse il y ait des jeunes agriculteurs. Dans notre think-tank, on essaie d'aborder tous les sujets. Lorsqu'on fait appel à des jeunes, on va demander leur avis à des jeunes agriculteurs sur une thématique en particulier.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Ça va faire plaisir au MRJC !

Nizar Yaiche, chargé du dialogue structuré au CNAJEP : Je n'ai pu vous parler que de la partie très structurée au niveau européen. Il est important de redire que les Etats, les Régions, le niveau local peuvent s'approprier le dialogue structuré à leur manière. Seuls les cinq points sont importants pour savoir où on va. La consultation est libre, autonome dans chaque Région. La Région Aquitaine a mis en place des matchs de rugby jeunes/élus où les discussions se faisaient en troisième mi-temps. Au mois d'avril, on a eu des rencontres qui n'étaient pas comme aujourd'hui dans une salle, avec une tribune. N'importe qui pouvait venir s'asseoir. On s'est rendu compte qu'à côté de nous il y avait un eurodéputé qui parlait en dehors du système questions/réponses. On a pu faire des choses comme ça. On a eu des jeunes suivis dans le cadre de la garantie jeune, des jeunes de partis politiques. C'est l'accès de tous au droit commun qui nous importe au CNAJEP et pas son approche ciblée qui parle à tel type de population. Pour ça, on travaille avec la PJJ, avec les missions locales sur ce programme-là et des débats se créent. On pense qu'on arrive à l'ouvrir à tous sans être dans une approche ciblée.

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP : On a entendu beaucoup de choses sur l'engagement des jeunes. Dans le tableau que je vous ai présenté, il y a une chose qui distingue, dans l'engagement associatif, l'adhésion et la participation. L'adhésion peut être très passive et la participation peut être très active. En France, par rapport à d'autres pays européens, on constate que l'adhésion est à peu près au même niveau, mais que la participation dans les associations est bien moindre. Je renvoie à une enquête du CREDOC qui montre que la participation des jeunes est moindre que celle des autres catégories d'âge. Par contre, l'envie d'engagement est beaucoup plus forte. Les effets de structures sont intéressants à considérer. Les jeunes se reconnaissent-ils ou pas dans le monde associatif ? D'autres questions se posent pour les jeunes comme celle du temps disponible pour l'engagement. La valorisation a été rapidement abordée tout à l'heure. En France, la valorisation est moindre que dans les pays du nord où la participation est plus importante. Est-ce en lien avec une meilleure valorisation ? La défiance peut être valorisable. Il y a aussi des choses intéressantes dans l'abstention. L'abstention est plus porteuse d'un avis que ça n'était le cas dans les années 70/80. S'abstenir n'est pas se désintéresser de la politique. C'est aussi s'intéresser à la politique. Cela rejoint la défiance non pas de la politique, mais de ceux qui l'incarnent. Sur le renouvellement associatif, je renvoie à une étude menée actuellement par l'INJEP. Elle concerne les RNJA. Cette étude n'est pas encore parue, mais les premiers résultats apparaissent. Ils montrent que, dans la structuration même des juniors associations, le schéma classique de la verticalité, président, secrétaire, trésorier, est représenté par seulement 25% des juniors associations contre 75% des schémas alternatifs avec plus d'horizontalité, avec des co-présidents. Les jeunes et les plus jeunes démontrent qu'il y a des formes alternatives qui peuvent être impulsées non pas par la politique, mais par les jeunes eux-mêmes et par les plus jeunes.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Ce sont d'autres formes de gouvernance.

Agnès Chapelier-Monnet, ville de Vénissieux, Rhône : Ma question s'adresse aux personnes de l'association L'avenir jeune. Je suis extrêmement surprise par ce mouvement. Si vous n'êtes rassemblés par aucune communauté idéologique ou politique et par aucune thématique prioritaire, puisque vous avez vocation à traiter toutes les thématiques, votre seul point commun est-il d'être jeune ? Si oui, qu'est-ce qu'être jeune ? C'est 12/25 ans ? 18/30 ans ? La définition diffère d'une instance à une autre. Ma deuxième question concerne les modalités de recrutement de vos adhérents. Qui devient membre de votre mouvement dont, du fin fond de la banlieue, je n'ai jamais entendu parler ? Est-ce votre cercle d'amis ? Est-ce les gens qui ont fait les mêmes écoles que vous ?

Eric Commeau, directeur vie des quartiers de la ville de Besançon : Pour faire le lien avec la conférence précédente sur la laïcité, n'y a-t-il pas une face cachée qu'on n'aborde pas ? C'est l'engagement religieux d'un certain nombre de jeunes. On pense bien entendu aux jeunes musulmans. Mais aussi, dans les manifs contre le mariage pour tous, on a vu une recrudescence du nombre de jeunes catholiques très intégristes. Vous avez dit que toutes les sensibilités étaient présentes dans votre association sauf le Front national. Non, c'est monsieur qui l'a dit.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Et je ne parlais pas d'eux. Je parlais du FNJ.

Eric Commeau, directeur vie des quartiers de la ville de Besançon : J'ai le sentiment, vécu dans plusieurs collectivités, que le Front national attire pas mal de jeunes. On voit ses candidats aux dernières départementales. Il a renouvelé son personnel politique. Je ne m'en réjouis pas. Est-ce un effet de bulle grossissante ? Ou y a-t-il réellement un nouveau type d'engagement vers des formes très extrémistes de la vie citoyenne ?

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Il leur a donné de la place ce qui n'est pas toujours le cas des autres.

Frédéric Régi, chef de projet territorial à la ville de Bordeaux en intervention quartiers prioritaires : Quand on parle d'engagement, on parle aussi du niveau de participation. Aujourd'hui, on a parlé de consultation, de coopération, voire d'information. Mais on parle très peu de prise de décision. On met en place des conseils citoyens dans les territoires prioritaires. La loi du 21 février 2014 n'a pas de décrets d'application sur cette mise en place des conseils citoyens. C'est plutôt un cadre référentiel qu'on est en train de tordre avec notamment une place pour les jeunes. On va d'une

commune à l'autre. Et on s'aperçoit qu'en fonction des quartiers, des sensibilités politiques, des espaces se créent et sont verrouillés ou pas. A partir de ces réflexions et des espaces qui se créent, on re-questionne la démocratie telle qu'elle est mise en place aujourd'hui sur la démocratie participative et sur l'accès qu'on y fait et la façon dont on peut interagir. Ce n'est pas parce qu'on a des idées différentes qu'on ne peut pas construire ensemble. On peut amener des réflexions dans des espaces de coopération. Mais quand peut-on accéder à l'espace de décisions qui vont interagir avec le quotidien ? Le chantier du vivre ensemble va poser ces questions notamment sur l'espace public.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Le dialogue structuré est une des réponses. Une conférence à 17 heures traitera de la co-construction des politiques publiques et de la place des jeunes dans la construction des politiques publiques.

Chloé Petit, conseillère d'éducation populaire et de jeunesse à la DDCS de Seine-Maritime : La DDCS est la jeunesse et sport. Je voudrais revenir au côté européen. On a vu qu'il y avait de grandes différences entre l'engagement des jeunes dans les structures scandinaves et en France. Dans le dialogue structuré, on parle de chaque Etat, c'est-à-dire 28 Etats, qui prépare avec des jeunes. Le dialogue structuré sert-il aussi à échanger sur les modalités de fonctionnement des organisations de jeunes dans les différents pays et sur les méthodes de consultation et de concertation des jeunes ? En effet, vous avez dit qu'en France on a choisi une méthode à chaque cycle. D'autres méthodes sont-elles reprises ?

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : Il y a la question sur nos valeurs et sur ce qui nous rassemble. Notre démarche est novatrice. En effet, lorsque nous débattons d'un sujet en particulier, on recherche d'abord ce qui nous rassemble. On cherche sur quoi on peut se mettre d'accord. On a une charte des valeurs où on parle de progressisme, d'humanisme, d'écologie, que l'homme doit être au centre de tout, où on écarte l'exclusion de l'autre. Hormis ça, on réunit l'ensemble de toutes les sensibilités. On n'a pas de valeur bien particulière qui définit notre think-tank.

Lucie Rebaï, membre de L'avenir jeune : On nous a demandé si ce qui nous rassemblait était juste le fait d'être jeune.

Farid Nafsi, co-président du think-tank L'avenir jeune : On a défini un âge qui est 16/35 ans.

Lucie Rebaï, membre de L'avenir jeune : Vous nous avez aussi demandé si on s'était retrouvé en fonction de nos études.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : C'était la question du recrutement. Qui peut venir ? Quelle est la démarche à faire ?

Lucie Rebaï, membre de L'avenir jeune : Il faut nous contacter. On organise régulièrement des réunions. Vous nous avez dit que vous ne nous connaissiez pas encore. Mais il faut nous laisser du temps. Notre association est jeune. Après les états généraux, on devrait nous connaître un peu plus. On organise régulièrement des événements. Peuvent s'y rendre tous ceux qui le souhaitent. Il n'est pas nécessaire d'avoir déjà une identité politique ou d'être déjà dans une association. Des personnes s'y rendent pour débattre. On n'est pas réuni par des études similaires. Nous sommes très hétéroclites. Certains travaillent, d'autres sont encore en études.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Vous avez une intervention à faire à Vénissieux si vous voulez être connus là-bas.

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP : Je voudrais répondre à la question sur la démocratie représentative et la démocratie participative. L'INJEP a réalisé une étude sur les dispositifs de participation au niveau des Conseils régionaux. Je vous invite à consulter le rapport. Il y est question de la théorie des vases communicants entre la démocratie représentative et la démocratie participative. Plus il y aurait de démocratie représentative, plus ça ferait diminuer la démocratie participative. Et inversement, plus il y aurait de démocratie participative et moins il y aurait de démocratie représentative. La théorie des vases communicants ne marche pas.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : C'est même complémentaire. Plus il y a de démocratie représentative, plus il y a de démocratie participative.

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche à l'INJEP : On démontre que l'une et l'autre s'alimentent et ne s'excluent pas. Il y a quelque chose qui est un peu compliqué à mesurer en ce moment pour différentes raisons. C'est l'extrémisme, notamment vers le Front national, des jeunes. C'est compliqué parce qu'au niveau électoral il peut y avoir une manipulation des chiffres. Quand on parle de 40 à 50% de jeunes votants du Front national, il faut toujours mettre ça en perspective avec un taux d'abstention qui est largement supérieur et qui ne permet pas de dire que les jeunes sont majoritairement extrémistes ou votent Front national. La réalité existe, mais il faut nuancer parce qu'il y a un effet médiatique très fort sur la question. Il faut mesurer tout ça. Il y a aussi une manipulation des partis. Tous les partis le font. C'est surreprésenter la part des nouveaux adhérents. Le Front national le fait de façon exemplaire en mettant en avant des jeunes qui adhèrent. Ça surreprésente et ça fait un miroir grossissant de la jeunesse qui serait Front national. Il ne faut pas verser de l'autre côté et avoir une vision un peu idéaliste. Mais il est très compliqué de bien saisir les choses dans ce domaine-là.

Nizar Yaiche, chargé du dialogue structuré au CNAJEP : Quand je dis qu'on se met d'accord sur les attendus, c'est pour être dans de la codécision. Dans ce document qui va être soumis pour adoption en conseil des ministres, et qui devrait être adopté, je peux flécher ce qui vient des contributions des jeunes. C'est un modèle de codécisions. C'est important parce que ça crédibilise tout le processus. Quand ma chef, ici présente, m'a demandé dans le métro ce que je voulais que soit le dialogue structuré en 2015, je lui ai répondu que je voulais que ce soit l'année des résultats valorisés. Il faut être capable de dire ça, sinon ça décrédibilise tout le processus. On peut parler longtemps sans rien produire. A un moment, plus personne ne vient. Dans la construction du dialogue structuré, on travaille par cycles. En plus dans chaque cycle, on a une rencontre européenne dédiée non pas au contenu, c'est-à-dire au débat sur notre thématique, mais à la forme et à la manière dont on organise. Une fois par cycle, les 28 Etats membres se rencontrent. Et à chaque fois, ministères et organisations de jeunesse sont là. On parle de la façon dont on mène nos consultations, de la façon dont on s'assure que les résultats sont mis en place, de la façon dont on gère son groupe de travail etc. C'est inclus dans le processus et dans la réflexion méta-processus.

Frédéric Pairault, délégué général de l'ANACEJ : Je remercie les quatre intervenants pour leur participation. Je vous remercie de votre attention.